



UNION AFRICAINE
**BUREAU INTERAFRICAIN
DES RESSOURCES ANIMALES**



RAPPORT DE L'ETUDE DE BASE DE LIVE2AFRICA DECEMBRE 2020

Table des Matières

Introduction	1
But et objectifs de l'étude de base	1
Méthodologie	1
Méthodes de Recherche utilisées	1
Examen des données secondaires	1
Collecte des données primaires	2
Analyse approfondie de la chaîne de valeurs	2
Analyse des données	2
Limites de l'étude	3
Résultats clé	3
Objectif général : Un secteur de l'élevage transformé qui contribue de manière significative au développement socio-économique durable et à la croissance équitable de l'Afrique.	3
Taux de croissance du sous-secteur de l'élevage	4
Comparaison des taux de croissance du Secteur de l'Agriculture et du Sous-secteur de l'Elevage	4
Contribution de l'Elevage au PIB de l'Agriculture	5
Résultat 2 : le système de prestation de services de la santé animale a été amélioré	7
Résultat 1 : les Investissements dans les chaînes de valeurs de l'élevage se sont accrus.	7
Résultat 3 : Production animale, productivité et systèmes de gestion de l'écosystème sont consolidés	12
Résultat 4 : La résilience des systèmes de production de l'élevage a été renforcée	13
Résultat 5 : les systèmes d'adoption des technologies dans les CVE ont été renforcés	13
Résultat 6 : L'Accès aux intrants, services, marchés et valeur ajoutée a augmenté.	15
Résultat 7 : Les capacités continentales de l'UA-BIRA ont été renforcées	16
Conclusions and Recommandations	16

Introduction

Afin d'établir le statut de référence après l'approbation de l'avenant, l'UA-BIRA, en plus de l'inventaire des cinq chaînes de valeurs régionales identifiées, a réalisé une étude de référence pour le soutien Panafricain à l'UA-BIRA pour un développement durable de l'élevage de subsistance en Afrique (Live2Africa). Cette étude a été réalisée sur une période de trois mois, de septembre à octobre 2020, afin d'établir une base pour mesurer l'impact du projet. L'étude de base était destinée à établir les valeurs de référence des indicateurs clé de Live2Africa et d'autres paramètres importants nécessaires au suivi de l'impact des interventions sur l'élevage.

But et objectifs de l'étude de base

L'objectif principal de l'étude de base était d'établir une base pour mesurer les progrès de la mise en œuvre et une base pour mesurer les changements induits par la mise en œuvre du projet Live2Africa. C'était la deuxième étape pour établir le statut existant du secteur de l'élevage. Les efforts initiaux ont été réalisés à travers l'inventaire des chaînes de valeur prioritaires. Les paramètres clé non établis par cette base de référence seront établis par l'analyse détaillée de chaque chaîne de valeurs régionale, qui était en cours au moment de la compilation de ce rapport.

Les objectifs spécifiques de l'étude étaient :

1. Déterminer les valeurs de référence de certains indicateurs dont les chiffres n'ont pu être établis en se référant aux données secondaires.
2. Établir le statut des principaux paramètres de l'élevage.

Les données de base ont été collectées bien après la mise en œuvre du projet, en partie parce que le projet a continué à évoluer et que de nouveaux indicateurs de progrès mesurant le changement que le projet vise à apporter ont été développés en fonction de l'amélioration de ce dernier. Cette décision a été prise suite aux recommandations du Comité Directeur en 2019 et aux résultats du suivi axé sur les résultats commandés par l'Union Européenne, qui a constaté que les indicateurs étaient circonscrits et donc difficiles à suivre.

Méthodologie

Afin d'établir les chiffres de base et l'état de référence existant en 2020, les méthodes suivantes ont été utilisées :

Méthodes de Recherche utilisées

Examen des données secondaires

Les données existantes dans le domaine public et les rapports d'inventaire et de mise en œuvre des chaînes de valeurs prioritaires de l'AU-IBAR ont été examinés. Les principales conclusions de ces rapports ont été notées et les lacunes ont été identifiées. L'enquête de base était une tentative de combler les

lacunes identifiées.

Collecte des données primaires

Un questionnaire a été conçu avec des questions visant à établir la situation de base. Le questionnaire a été téléchargé sur Survey Monkey et envoyé par courriel aux Directeurs de la Production Animale. Les données pour ce questionnaire devaient être collectées auprès de différentes sources dans un pays, y compris, mais sans s'y limiter, le Département des Services Vétérinaires, les Bureaux Nationaux de Statistiques, les Banques Nationales, les Douanes, les Autorités Nationales d'Investissement, les Départements Gouvernementaux, les acteurs de la Société Civile et du secteur privé, entre autres. Les Directeurs de la Production Animale ont donc été invités à jouer le rôle de personnes focales pour la collecte de données en collaboration avec d'autres bureaux pertinents selon les besoins de leurs pays. Lorsque le système statistique national ne fournit pas catégoriquement les informations requises, des estimations logiquement dérivées ont été établies. Le questionnaire a été envoyé par courrier électronique aux Directeurs de la Production Animale des 55 États membres.

Analyse approfondie de la chaîne de valeurs

Une analyse approfondie de la chaîne de valeurs régionale est prévue pour les six chaînes de valeurs régionales prioritaires. Pour certaines des questions auxquelles la base de référence n'a pas répondu, il a été prévu qu'elles aient une réponse grâce à l'analyse approfondie de la chaîne de valeurs qui sera réalisée pour chaque chaîne de valeurs régionale prioritaire. Les six chaînes de valeurs régionales prioritaires de l'élevage qui ont été déterminées dans le cadre d'une approche hautement participative sont :

1. Région ECCAS - Chaîne de valeurs de la volaille
2. Région EAC - Chaîne de valeurs des produits laitiers
3. Région IGAD - Viandes et animaux vivants
4. Région UMA - Chaîne de valeurs des produits laitiers
5. Région SADC - Viandes et animaux vivants
6. Région ECOWAS - Chaîne de valeurs de la volaille

Analyse des données

L'exhaustivité des données reçues a été vérifiée. Dans des cas où deux réponses ont été reçues d'un même pays, la réponse du Directeur de la Production Animale a prévalu. Dans certains cas, des personnes différentes d'un même pays ont répondu à différentes sections du questionnaire. Leurs réponses ont été fusionnées en une seule. Afin d'estimer les paramètres, une moyenne simple des réponses reçues a été calculée. Lors du calcul des moyennes simples, les valeurs aberrantes ont été exclues. L'enquête a été envoyée aux 55 EM et 18 EM ont répondu à cette dernière, soit un taux de réponse de 33%. Ce taux de réponse a été obtenu après avoir prolongé de trois mois une enquête qui devait initialement durer un mois. Plusieurs rappels et appels téléphoniques de suivi ont été effectués dans le but d'accélérer le taux de réponses. Le faible taux de réponses a été attribué au manque de données désagrégées sur l'élevage au niveau national et au fait que les données sont conservées dans différents bureaux, ce qui rend la collecte de ces dernières dans un court laps de temps très difficile. À la lumière de ce défi, l'UA-BIRA coordonne les efforts visant à améliorer la visibilité du secteur de l'élevage par la désagrégation des paramètres utilisés dans le processus d'examen biennal afin de montrer clairement la composante de l'élevage.

Les réponses reçues étaient assez bonnes pour fournir une base pour mesurer les résultats du projet Live2Africa. Les réponses provenaient en général des Directeurs de la Production Animale et des responsables principaux de l'élevage.

Tableau 1: Réponses désagrégées par région

	Région	Chaîne de Valeurs Prioritaire de l'Élevage Régional	Nombre de pays qui ont répondu	Pays
1.	Région ECCAS	Chaîne de Valeurs de la Volaille	2	Tchad, Gabon
2.	Région EAC	Chaîne de Valeurs de Produits Laitiers	2	Ethiopie, Ouganda
3.	Région IGAD	Viandes et Animaux Vivants	2	Erythrée, Ethiopie
4.	Région UMA	Chaîne de Valeurs de Produits Laitiers	4	Egypte, Mauritanie, Maroc, Tunisie
5.	Région SADC	Viandes et Animaux Vivants	3	Comores, Lesotho, Mozambique
6.	Région ECOWAS	Chaîne de Valeurs de la Volaille	5	Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, La Gambie
	Total		17	

Limites de l'étude

Les limites suivantes ont été rencontrées au cours de l'étude

- L'étude a été réalisée à un moment où le continent subit les effets du Covid-19 et a essayé un ajustement. Par conséquent, la coordination des différentes parties prenantes, dépositaires de certaines informations nécessaires pour répondre à certaines questions, a été un défi, et les répondants ont dû sauter certaines questions.
- La non-disponibilité de données désagrégées sur l'élevage dans de nombreux pays n'a pas facilité la tâche des répondants pour remplir le questionnaire, d'où un faible taux de réponse malgré plusieurs relances par téléphone et par courriel.

Résultats clé

Objectif général : *Un secteur de l'élevage transformé qui contribue de manière significative au développement socio-économique durable et à la croissance équitable de l'Afrique.*

À ce niveau, l'équipe de recherche a cherché à établir les valeurs et la situation de base des indicateurs/paramètres clés suivants :

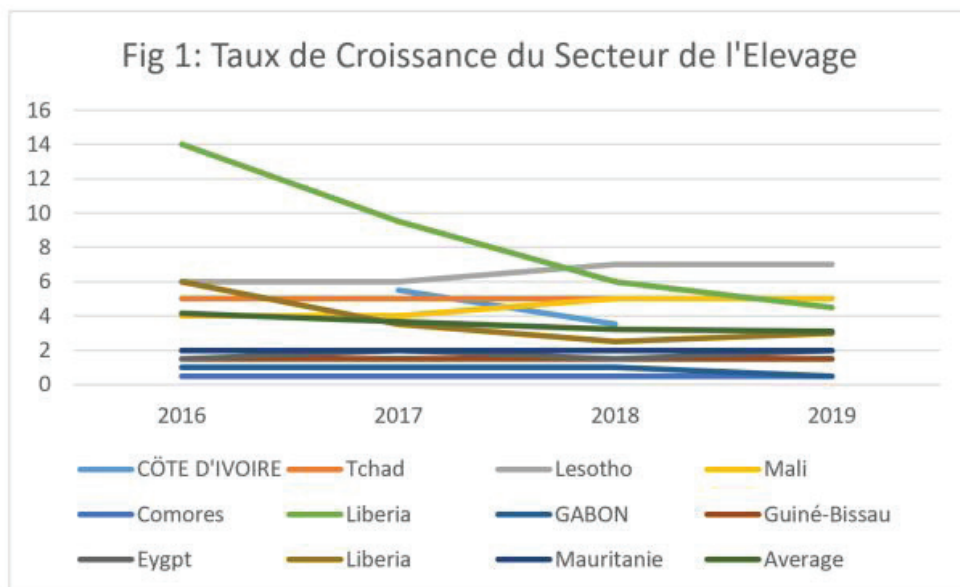
Tableau 2 : Valeurs de référence estimée des Indicateurs / Paramètres au niveau de l'objectif général

Indicateur / Paramètre	Valeur estimée
% des Contributions de l'élevage et produits de l'élevage aux Commerce Inter Africain	30% (Stats FAO)
Changement dans le ratio du l'écart de la pauvreté parmi les communautés dépendant de l'élevage	
Taux de croissance du secteur de l'élevage	3.1%
Contribution de l'élevage au PIB agricole	8.6%

Taux de croissance du sous-secteur de l'élevage

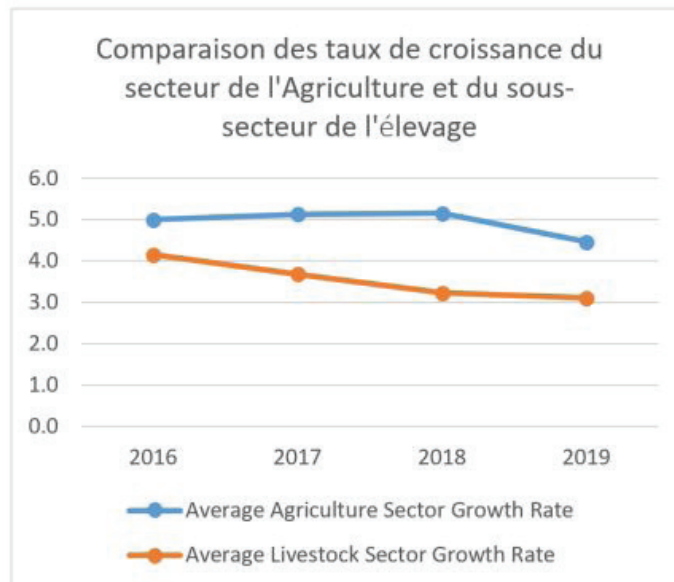
En général, les taux de croissance des secteurs de l'élevage dans 11 pays de l'échantillon qui ont répondu ont diminué sur une période de quatre ans, passant de 4,2% en 2016 à 3,1% en 2019. Le Lesotho est le seul pays qui a enregistré une certaine croissance, passant d'un taux de croissance annuel du secteur de l'élevage de 6 % à 7 %. Cela est dû au changement de politique du Lesotho, où le gouvernement promeut délibérément le secteur parce qu'il a réalisé son potentiel et traite le secteur de l'élevage comme un secteur d'investissement prioritaire.

Le déclin général de la croissance du secteur de l'élevage peut être attribué, entre autres facteurs, à la visibilité limitée du secteur pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les moyens de subsistance et la création de richesses aux niveaux national, régional et continental. Si ce déclin n'est pas inversé, le secteur de l'élevage risque de s'enfoncer davantage dans le continent et de perdre ses avantages. La figure 1 ci-dessous montre la tendance des taux de croissance sur une période de quatre ans, de 2016 à 2019.



Comparaison des taux de croissance du Secteur de l'Agriculture et du Sous-secteur de l'Elevage

Le taux de croissance du sous-secteur de l'élevage pour les 11 pays de l'échantillon était inférieur aux taux de croissance du secteur agricole sur la période de quatre ans a diminué, de 5,0% en 2019 il est passé à 4,5% en 2019. Le taux de croissance du secteur de l'élevage a été systématiquement inférieur à celui du secteur de l'agriculture au cours de la période de quatre ans. Cela pourrait indiquer une moindre priorité accordée au sous-secteur de l'élevage dans de nombreux pays en raison du non calcul de la contribution réelle du secteur de l'élevage dans de nombreux pays.



Contribution de l'Élevage au PIB de l'Agriculture

Parmi les 12 pays qui ont répondu à l'enquête, l'élevage a une contribution moyenne de 8,6% au PIB agricole, en particulier au Tchad et en Mauritanie. Dans le reste des pays, la contribution de l'élevage au PIB agricole est perçue comme étant très faible, variant entre 6% et 1%. Le tableau 3 montre la contribution moyenne de l'élevage au PIB agricole.

Tableau 3 : Contribution en % de l'Élevage au PIB de l'Agriculture

Pays	2016	2017	2018	2019	Moyenne
Tchad	40	40	40	40	40.0*
Comores	3	3	2	2	2.5
Côte d'Ivoire	6	7	6	5.5	6.1
Egypte	1	1	1.5	1.5	1.3
Gabon	4	4.5	4	4	4.1
Guinée-Bissau	5	5	5	5.5	5.1
Lesotho	6.5	6.5	6.5	4.5	6
Liberia	4.5	3	5.5	5	4.5
Liberia	6.5	4	3.5	2.5	4.1
Mali	5.5	5.5	4.5	4.5	5
Mauritanie	15	15	18	18	16.5*
La Gambie	4.5				4.5
Moyenne	8.5	8.6	8.8	8.5	8.6

RÉSULTAT : Les Capacités Systémiques des Parties Prenantes du secteur de l'élevage au niveau continental, régional et national sont renforcées pour une transformation durable du secteur de l'élevage.

Tableau 4 : Indicateurs des Résultats qui ont été déterminés

	Indicateur	Valeur de Référence
1.	% de l'augmentation de l'adoption des technologies à travers les CVE	Basique 3% et au dessous)
2.	# des EM qui ont atteint le niveau 3 et plus des Services de la Performance Vétérinaire (SPV)	0
3.	% de l'augmentation des investissements dans le secteur public dans les CVE	Non déterminé
4.	% de l'augmentation des investissements dans le secteur privé dans les CVE	Non déterminé

	Indicateur	Valeur de Référence
5.	# des EM ayant des systèmes de gestion fonctionnels de l'information des ressources animales	48
6.	# des CER ayant des systèmes fonctionnels de l'information sur le marché de l'élevage régional	0
7.	# des Positions Africaines Communes sur les normes de la santé animale et la sécurité alimentaires (origine animale) adoptées par l'OIE et le Codex	17
8.	Taux de croissance moyen du secteur de la production de l'élevage continental	4.5%

Les indicateurs clé sont essentiels pour mesurer le résultat de la réalisation de l'objectif spécifique. En ce qui concerne les biotechnologies animales et les autres technologies liées à l'élevage, il a été demandé aux répondants de répondre sur l'échelle d'adaptation des technologies dans leur pays selon l'échelle suivante (Basique 30% et moins, Moyen (30% - 60%) et Avancé plus de 60%). 8 des 11 pays ayant répondu à l'enquête ont indiqué que l'adaptation technologique dans leur pays était basique. Ce classement sera suivi pour établir la manière dont il évolue au cours du projet.

En ce qui concerne le montant des investissements, les réponses reçues étaient inadéquates pour formuler une opinion. L'UA-BIRA examinera ces paramètres à travers des chaînes de valeurs détaillées de l'élevage prévues pour chaque région. Une tentative a également été faite pour établir les Valeurs Nettes d'Exportation de l'élevage et des produits de l'élevage. La plupart des pays qui ont répondu à l'enquête n'ont pas répondu à cette question à l'exception de l'Égypte, du Maroc et du Tchad. Le taux de réponse était trop faible pour permettre le calcul de moyennes significatives. Le faible taux de réponse pourrait indiquer une disponibilité limitée de données désagrégées sur le commerce de l'élevage dans les États membres. L'UA-BIRA a lancé un processus de plaidoyer pour l'inclusion de données désagrégées sur l'élevage dans le processus de révision biennale du CAADP.

Budget alloué au secteur de l'élevage

Parmi les huit pays ayant répondu à la question, le budget moyen alloué à l'agriculture était de 4,5% du budget national. Du budget alloué à l'agriculture, seulement 3,1% en moyenne était alloué à l'élevage. Cela indique clairement que les gouvernements investissent moins dans le secteur de l'élevage. Avec moins d'investissements publics, on s'attend également à ce que les investissements du secteur privé soient relativement faibles, car les investissements publics sont un moteur important pour les investissements du secteur privé.

Résultat 1 : les Investissements dans les chaînes de valeurs de l'élevage se sont accrus.

Tableau 5 : Indicateurs des résultats de la section 1.1

Output	Indicador	Baseline Value
Résultat 1.1: Une nouvelle CV prioritaire et promettante a été démontrée	# de chaînes de valeurs de l'élevage planifiées et publiées	0
	# de chaînes de valeurs prioritaires soutenues	0
	# de centres régionaux et nationaux soutenus afin de consolider la performance des CVE	0
Résultat 1.2: Des politiques, des cadres de travail réglementaires et des stratégies pour consolider la performance de CVE ont été publiés	# de CER et EM soutenus pour développer des politiques/des cadres de travail réglementaires/des stratégies pour rehausser la performance des CVE utilisant les modèles développés par le projet VET-GOV	0
Résultat 1.3: des motivations innovantes et des mécanismes financiers pour des investissements améliorés en même temps que des CVE ont été élargis	# d'études de faisabilité sur l'établissement de valeur ajoutée qui ont été menées	0
	# de formations transformatives soutenues	0
	# de mécanismes de dialogues par section et des partenariats établis	0

Comme indiqué dans la section des résultats, la valeur de l'investissement dans les chaînes de valeurs régionales prioritaires de l'élevage n'a pas été déterminée dans cette étude. Des efforts seront poursuivis par des études détaillées d'analyse des chaînes de valeurs régionales. Pour les produits, les valeurs de référence ont été établies à zéro pour les paramètres à mesurer dans ce secteur de résultats. La plupart des efforts et des activités mis en œuvre dans ce secteur de résultats sont exploratoires, l'UA-BIRA n'avait pas mis en œuvre de projets utilisant une approche explicite de la chaîne de valeurs auparavant.

Résultat 2 : le système de prestation de services de la santé animale a été amélioré

Tableau 6 : Indicateurs pour le résultat de cette section 2.

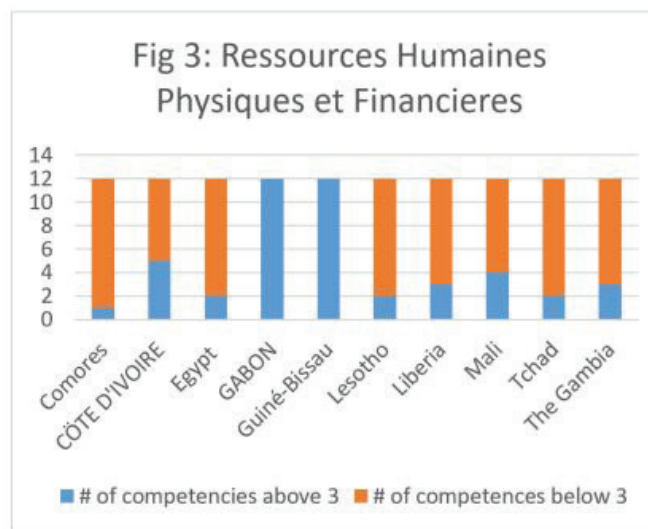
Résultat	Indicateur	Valeur de référence
Résultat 2.1: les compétences de la PSV ont été renforcées	# de missions de suivi des PSV dans certains États Membres afin de déterminer l'état actuel des SVN.	6
	# d'États Membres aidés à formuler des plans d'investissement et à mobiliser des ressources pour combler les lacunes en matière de gouvernance et de législation vétérinaires.	0
	# d'Experts Africains formés à l'analyse des lacunes de la PSV et au soutien à la législation vétérinaire	0
	# d' EM soutenus dans l'élaboration de plans stratégiques fondés sur l'analyse des lacunes de PVS.	0
	Élaboration et la publication de lignes directrices, y compris l'évaluation de la qualité des risques (QRA).	0
	# d'EM soutenus à formuler des propositions et à mobiliser des ressources pour la préparation et la réponse aux situations d'urgence	0
	# de pays et de CER dans lesquels les recommandations de l'inventaire sur les initiatives d'une seule santé ont lieu	0

Compétences Essentielles des PSV

Afin de déterminer le statut des pays en termes de Performance des Services Vétérinaires (PSV), il a été demandé aux pays de fournir des informations sur les compétences essentielles de la PSV qui sont supérieures à trois pour chaque catégorie, sur la base des résultats des évaluations de la PSV, des auto-évaluations de la PSV ou des évaluations du suivi de la PSV qui sont facilitées par l'OIE en collaboration avec l'UA-BIRA. L'outil de la PSV de l'OIE identifie quatre catégories clé de compétences essentielles pour le fonctionnement efficace et efficient des services vétérinaires et le nombre de compétences dans chaque catégorie sont : 1) Ressources Humaines, Physiques et Financières - 12 compétences essentielles ; 2) Autorité et Capacité Techniques - 18 compétences essentielles, 3) Interaction avec les parties prenantes - 7 compétences essentielles et 4) Accès aux marchés - 8 compétences essentielles. Chaque catégorie est discutée ci-dessous :

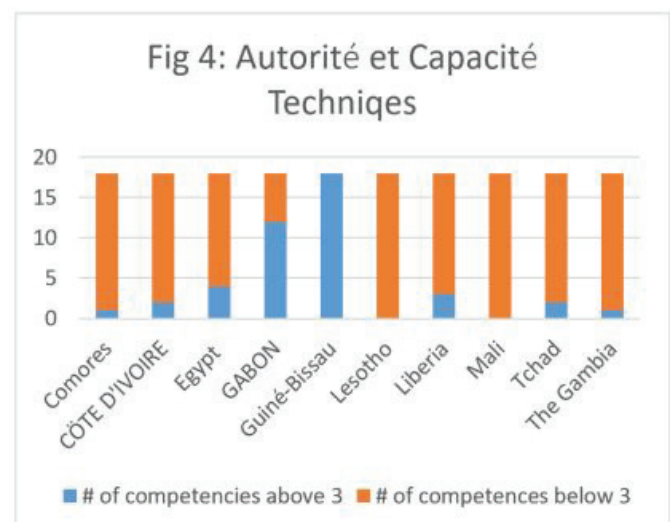
Ressources Humaines et Financières

Sur les 12 compétences cruciales qui entrent dans cette catégorie, le Gabon et la Guinée-Bissau ont indiqué avoir obtenu un score de trois ou plus pour l'ensemble des 12 compétences cruciales. Les huit autres pays qui ont répondu ont obtenu 5 compétences cruciales ou moins, avec un score supérieur à 3. Cela montre la nécessité pour les pays de mobiliser des ressources humaines et financières adéquates dans le secteur vétérinaire. La figure 3 présente les réponses.



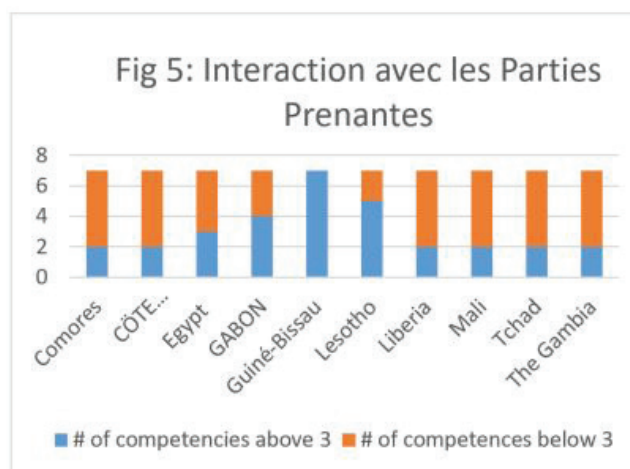
Autorité et Capacité Techniques

En ce qui concerne l'autorité et la capacité techniques, sur un total de 18 compétences cruciales dans cette catégorie, seuls deux pays, le Gabon et la Guinée-Bissau, ont plus de 10 compétences cruciales supérieures à 3. Huit pays, soit (80 %) ont besoin d'un soutien car ils ont quatre compétences cruciales ou moins au-dessus de 3.



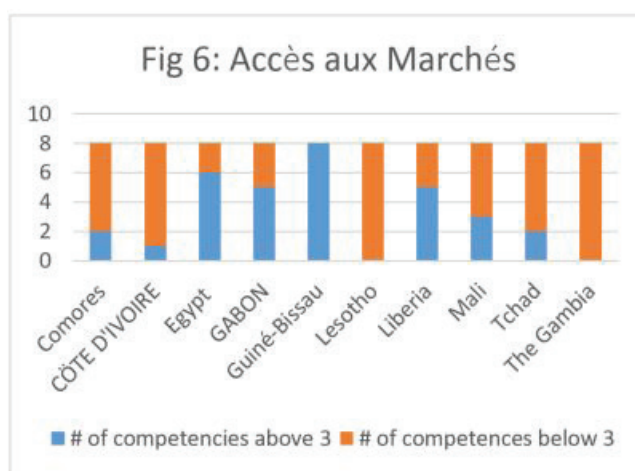
Interaction avec les Parties Prenantes

En ce qui concerne l'interaction avec les Parties Prenantes, le Gabon, la Guinée-Bissau et le Lesotho avaient au moins 4 compétences cruciales supérieures à 3. Les autres pays ont besoin de plus de soutien pour améliorer la coopération avec les Parties Prenantes.



Accès to Marchés

La Guinée Bissau, l'Égypte et le Gabon progressent bien en termes d'accès aux marchés. Ils ont plus de 4 compétences cruciales au-dessus des 3. 60% soit (6 des 10) pays nécessitent plus de soutien en termes d'amélioration des scores de compétences relatives à l'accès aux marchés.



Des Stratégies Basées sur l'Analyse des Lacunes de la PSV ont été développées

12 des 15, soit (80%) pays ayant répondu à cette question ont indiqué qu'ils avaient développé des stratégies et des plans d'action basés sur l'analyse des lacunes de la PSV. Il semble que ceci est une pratique courante pour les États Membres de développer des stratégies et des plans d'action après une évaluation de la PSV. Les principaux partenaires soutenant les États Membres dans l'élaboration de politiques, stratégies et plans d'action en matière de santé animale sont, entre autres, l'UA-BIRA, l'OIE et la FAO. Les principaux avantages obtenus incluent : la disposition d'une politique, d'une stratégie et d'un plan d'action pour guider l'action en matière de santé animale ; l'amélioration des capacités pour mieux fournir des services animaliers et la disposition d'une législation actualisée. Les principaux défis à relever incluent une volonté politique inadéquate, des ressources financières, matérielles et humaines limitées, un soutien discontinu pour les projets qui auraient pu être lancés et la lourdeur des procédures bureaucratiques. Il est recommandé que

cette pratique commune soit poursuivie dans le cadre de Live2Africa.

Afin de montrer les stratégies et les plans d'action développés, les partenaires clé qui ont soutenu le processus et les principaux avantages réalisés et défis rencontrés, le tableau 7 ci-dessous a été élaboré.

Table 7: List the strategies developed based on PVS gap analysis, Key Benefits realized and Challenges

Pays	Stratégie / Plan d'Action Basée sur l'Analyse des Lacunes de la PSV	L'année de son développement	Partenaires qui l'ont soutenu	Nature du Soutien fourni	Avantages clé réalisés	Lacunes cle/ Défis rencontrés dans le développement et la mise en œuvre de la stratégie
Comores	Nulle	non développée	Aucun Partenariat	nulle	Nulle	nulle
Côte d'Ivoire	Consolider la gestion du projet et la gouvernance de la section	2013	OIE (organisation mondiale de la santé animale)	Soutien technique	- Outil pour améliorer la gouvernance des Services Vétérinaires, - Vision stratégique du développement du secteur vétérinaire	- Volonté politique insuffisante - Non adoption par le Gouvernement
Gabon	Plan stratégique pour les services vétérinaires	2017	UA-BIRA/FAO/OIE	Financier et Technique	A présent disposons d'un document stratégique pour guider les décideurs.	Aucun moyen financier ou opérationnel à ce jour
Guinée-Bissau	Politique de Développement de l'Élevage	2010	Projet PRE-SAR/ financé par BOAD	Financier et Technique	Nulle	Manque de financement pour la mise en œuvre de la lettre
Lesotho	Politique de Développement de l'Élevage	2011	OIE, FAO, AU-BIRA	Réunions, ateliers pour les parties prenantes	1. Renforcer les compétences pour le commerce international. 2. Renforcement des compétences en matière de santé animale 3. Renforcement des compétences en matière de santé publique vétérinaire. 4. Renforcement des compétences des laboratoires vétérinaires. 5.. Renforcement des compétences en matière de gestion générale et de services réglementaires.	. Les activités ne sont pas soutenues par un financement tel qu'il a été proposé, il est donc difficile de mettre en œuvre des activités sans budget.
Liberia	Santé Publique Vétérinaire et Production Animale	A été développée en 2016, 2017	OIE, FAO et UA-BIRA	Partenaires	Nous avons appris à connaître l'importance des outils de la PSV et de leur développement.	Évaluer pour promouvoir la Loi Vétérinaire
Mali	Plan d'action pour le renforcement des capacités des services vétérinaires	2012-2016	OIE	Soutien à la mise à niveau aux normes internationales	Mise à niveau des normes et des compétences	Discontinuité du soutien de la mise à niveau

Pays	Stratégie / Plan d'Action Basée sur l'Analyse des Lacunes de la PSV	L'année de son développement	Partenaires qui l'ont soutenu	Nature du Soutien fourni	Avantages clé réalisés	Lacunes cle/ Défis rencontrés dans le développement et la mise en œuvre de la stratégie
La Gambie	Projet de loi sur la santé animale, résultat du processus de révision et de mise à jour de la législation vétérinaire gambienne.	2019	UA-BIRA	Financier et technique pour élaborer le document et le faire valider	Possibilité d'obtenir une législation vétérinaire actualisée	Trop de retard dans le processus d'adoption de la loi

Les EM qui ont répondu à l'enquête ont déclaré que les évaluations de la PSV sont bénéfiques dans la mesure où elles ont fourni une base pour l'élaboration de politiques, de stratégies et de plans d'action solides en matière de ressources animales. Certains ont réussi à mobiliser des ressources pour des projets pour parer aux lacunes identifiées.

Parmi les principaux défis à relever, figurent les ressources humaines, financières et matérielles limitées en raison des faibles allocations budgétaires du trésor national, les capacités institutionnelles et humaines limitées et la disponibilité limitée de données précises et opportunes sur l'élevage pour soutenir la prise de décision. Le tableau 8 ci-dessous montre les principaux avantages et les principaux défis des évaluations de la PSV.

Table 8: PVS evaluation benefited your country?

Country	How has PVS evaluation benefited your country	What are the key challenges that your country has encountered with PVs evaluations, and how are they being addressed?
Comores	<ul style="list-style-type: none"> Cela a abouti à la formulation de : une politique nationale en matière d'élevage une stratégie nationale de la santé animale et une législation vétérinaire nationale 	<ul style="list-style-type: none"> Aucune mise en évidence
CÔTE D'IVOIRE	<ul style="list-style-type: none"> Les évaluations de la PSV ont montré les points forts et les faiblesses des Services Vétérinaires et ont émis des suggestions d'amélioration 	<ul style="list-style-type: none"> Des systèmes permettant de disposer de données précises et actualisées sur la santé animale nécessitent d'être mis en place
GABON	<ul style="list-style-type: none"> Les évaluations PSV nous ont permis de savoir ce qui est nécessaire pour rendre nos services vétérinaires fonctionnels 	<ul style="list-style-type: none"> La mise en œuvre des recommandations de l'évaluation de la PSV en raison de ressources limitées
Guinée-Bissau	<ul style="list-style-type: none"> Elles ont permis d'obtenir un financement avec le projet REDISSE II 	<ul style="list-style-type: none"> Formation, réhabilitation et équipement des infrastructures des services vétérinaires dans le cadre du projet REDISSE II
Lesotho	<ul style="list-style-type: none"> Elles ont identifié les lacunes, les compétences et les incompétences des Services Vétérinaires. ont développé les stratégies et les actions qui doivent être prises par le pays afin d'améliorer les performances du secteur des services vétérinaires mentionné. 	<ul style="list-style-type: none"> Le besoin urgent d'augmenter le personnel vétérinaire et la supervision des activités sur le terrain. Pour ce défi, le personnel est en train d'être augmenté L'examen des rôles du personnel et la révision de la description des tâches. Pas encore tenté mais en cours de réalisation

Country	How has PVS evaluation benefited your country	What are the key challenges that your country has encountered with PVs evaluations, and how are they being addressed?
		<ul style="list-style-type: none"> La provision de formation pour permettre au personnel d'assumer des rôles définis. Ce défi est relevé par la formation continue du personnel. Renforcement de la formation des para professionnels vétérinaires, des cours associés et des apprentissages. Ce défi est partiellement relevé vu que des para professionnels sont formés.
Liberia	<ul style="list-style-type: none"> Elle nous a permis d'améliorer la santé publique vétérinaire et la production animale 	<ul style="list-style-type: none"> Il n'y a aucun financement pour mettre en œuvre la recommandation de la PSV et autres activités liées à l'avancement de la PSV
Mali	<ul style="list-style-type: none"> L'évaluation a permis d'analyser les différences. Soutien à la législation 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités des services vétérinaires. Le développement d'un plan quinquennal de renforcement des capacités
Tchad	<ul style="list-style-type: none"> Le PRAPS-Tchad, à travers sa composante santé animale, a appuyé les services vétérinaires dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'éradication de la PPR et du contrôle de la PPCB, La formation initiale et continue de plusieurs cadres 	<ul style="list-style-type: none"> La faible allocation budgétaire au secteur de l'élevage ; - l'insuffisance de ressources humaines qualifiées ; - l'absence de chaîne de commandement.
La Gambie	<ul style="list-style-type: none"> Prompted the re-organization of the Gambian Veterinary Services as recommended in the PVS evaluation report; prompted the review of the Gambian veterinary legislation. 	

Résultat 3 : Production animale, productivité et systèmes de gestion de l'écosystème sont consolidés

Tableau 9 : Indicateurs pour le résultat de la section 3

Résultat	Indicateur	Valeur de Référence
Résultat 3.1: potentiel génétique et des performances des Animaux amélioré	# d'EM/ CER soutenus pour formuler/ mettre à jour et appliquer leurs politiques/législations sur les AnGR.	23
Résultat 3.2: meilleures pratiques durables en matière de NRM adoptées ;	# d'études de cadrage dans chaque région pour identifier les interventions permettant de passer à l'échelle supérieure dans la gestion des ressources naturelles.	0
	# CER et aux EM soutenus pour la mise en œuvre de technologies et de pratiques smart sur le plan climatique.	0
Résultat 3.3: Accès à des aliments et à de l'eau de qualité amélioré	Réalisation d'une étude de cadrage des systèmes pastoraux pour identifier les lacunes.	0
	# de technologies éprouvées de collecte de l'eau et de conservation des aliments pour animaux ont été promu	0

Les valeurs de référence pour cette section ont été établies en faisant référence au projet sur les Ressources Génétiques Animales.

Résultat 4 : La résilience des systèmes de production de l'élevage a été renforcée

Tableau 10 : Indicateurs pour la résilience et la production de l'élevage

Résultat	Indicateur	Valeur de Référence
Résultat 4.1: Les Systèmes d'Alerte Précoce de l'Elevage (SAPL) ont été renforcés	# d' EM et CER soutenus pour renforcer les SAPL	0
	# d'Experts Africains formés sur la collecte, l'analyse et l'application des données des SAPL	0
Résultat 4.2: La Gestion des Risques des Désastres (GRD) a été renforcée	# d'Experts Africains formés sur la réduction des risques des désastres	0
	# d'EM et CER soutenus pour formuler des propositions pour consolider la résilience des systèmes de production de l'élevage	0

Les valeurs de référence pour cette section ont été établies en se référant aux rapports de mise en œuvre de l'UA-BIRA. En ce qui concerne les mécanismes de préparation et de réponse aux urgences, trois (3) des huit (8) pays, soit (37,5%) ont indiqué qu'ils disposaient d'un mécanisme fonctionnel de préparation et de réponse aux urgences dans leur pays. Ils ont été soutenus pour développer ces mécanismes de préparation et de réponse aux catastrophes par la FAO, l'USAID, le PNUD et l'UE entre autres partenaires.

Résultat 5 : les systèmes d'adoption des technologies dans les CVE ont été renforcés

Tableau 11 : Indicateurs pour les résultats en technologies

Résultat	Indicateur	Valeur de Référence
Résultat 5.1: L'adoption de technologies modernes pour rehausser la production, la productivité, la valeur ajoutée et la compétitivité a été publiée	# d'études sur les technologies à travers les chaînes de valeurs de l'élevage régional prioritaires ont été menées et des publications appropriées ont été produites et diffusées	0
	# des évaluations de technologies sensibles au genre ont été réalisées à travers les CVE prioritaires	0
	# de technologies régionales et centres d'incubation innovants en Afrique (A-TiChubs) et des centres d'excellence ont été établis et personnalisés	0
Résultat 5.2: Les connaissances sur les ressources animales ont été rehaussées	# de prolongations nationales et services REFIL, capacités techniques et infrastructures ont été renforcées	
	# d'Experts Africains des EM et CER formés sur les nouveaux Modules ARIS et les opérations ARIS	0
	# de données de groupes de travail établies et renforcées au sein des Centres de Politique Nationale	0

Statut du développement, du transfert et de l'adoption de technologies dans le secteur de l'élevage dans votre pays ?

Tableau 12 : Etat du développement, de transfert et d'adoption de technologies

	Pays	Réponse
1.	Comores	Basique
2.	Côte d'Ivoire	Avancé
3.	Egypte	Basique
4.	Gabon	Basique
5.	Guinée-Bissau	Basique
6.	Lesotho	Basique
7.	Liberia	Basique
8.	Mali	Moyen
9.	Maroc	Avancé
10.	Tchad	Basique
11.	La Gambie	Basique

Lorsqu'il a été demandé aux pays de fournir un état général du développement, du transfert et de l'adoption des technologies dans le secteur de l'élevage, 73% soit (8 des 11 EM ayant répondu) ont indiqué que l'état était basique, un pays l'a qualifié de moyen et deux pays l'ont qualifié d'avancé.

Cela révèle qu'il existe d'énormes possibilités de promouvoir le développement, le transfert et l'adaptation des technologies dans le secteur de l'élevage sur le continent.

Facteurs clé affectant le développement, le transfert et l'adoption de technologies dans les pays

Il a été demandé aux EM de classer les différentes catégories d'éléments qui affectent le transfert et l'adaptation des technologies dans leur pays. Les scores moyens ont été calculés et il a été observé que toutes les causes identifiées ont obtenu un score de trois et plus, ce qui signifie que les causes identifiées sont des problèmes réels qui doivent être traités.

Table 13: Causative factors of technology development, transfer and adaptation

Pays	Causes relatives à l'accessibilité de technologies	Causes relatives aux systèmes Institution/ Gouvernement	Causes ayant trait à la politique	Causes relatives aux utilisateurs (fermiers, coopératives, etc.)
Comores	2		3	4
Côte d'Ivoire	4	1	3	
Egypte	2	3	4	5
Gabon	2	4	3	5
Guinée-Bissau	5	4	2	1
Lesotho	4	3	2	5
Liberia	1		5	
Mali	3	2	1	4
Maroc	3	4		5
Tchad	5	3		2
La Gambie			3	4
Moyenne	3	3	3	4

Donnez la priorité aux interventions qui devraient être soutenues pour encourager/accélérer le transfert et l'adoption de technologies dans le secteur de l'élevage (classer de 1 (priorité la plus faible) à 5 (priorité la plus élevée)).

Table 14: Prioritization of interventions

Pays	Formulation de Plan d'Action Continental pour le transfert et l'adoption de technologies	Renforcement de l'extension des services nationaux	Etablissement de centres de connaissance régionaux pour le réseautage et la dissémination de l'information	Identification de centres d'excellence pour un modèle des meilleures pratiques	Développement et adoption de modèles de technologies avancées de business	Renforcement des Partenariats Privés Publics
Comores	5	4	2	3	1	
Côte d'Ivoire		5	2	4	3	1
Egypte	2		4	5	1	3
Gabon	5	4	3	1		2
Guinée-Bissau	1	5	2	3		4
Lesotho		5	3	2	4	1
Liberia	1					5
Mali	4	3	2	1	5	
Maroc	4	2	3	1		5
Tchad			4		3	5
La Gambie		5	4			
Moyenne	3	4	3	3	3	3

Résultat 6 : L'Accès aux intrants, services, marchés et valeur ajoutée a augmenté.

Résultat	Indicateur	Valeur de Référence
Résultat 6.1: Des systèmes harmonisés pour l'information de commercialisation de l'élevage ont été démontrés	# d'Experts Africains ont été formés sur les système d'information de l'élevage	0
	# d'Etats Membres soutenus dans la formulation de propositions pour rehausser les infrastructures de marché, les politiques et la législation relatives à l'élevage	0
Résultat 6.2: Pertes après récoltes réduites	# de stratégies de CVE continentale pour les intrants et services de la valeur ajoutée qui ont été développées	0
	# des technologies de réduction des pertes après récoltes ont été identifiées et promues	0
Résultat 6.3: L'accès à des intrants et services de qualité abordable a été élargi	# des cadres de travail politiques sur des intrants et services abordables qui ont été formulés et mis en œuvre	0
	# d'experts Africains qui ont été formés sur la mise en place de normes de qualité	0

Les valeurs de référence pour cette section ont été établies en se référant au rapports de l'UA-BIRA

Résultat 7 : Les capacités continentales de l'UA-BIRA ont été renforcées

Tableau 16 : Indicateurs pour le résultat 7

Résultat	Indicateur	Valeur de Référence
Résultat 7.3 Les capacités pour la coordination du projet ont été renforcées	Nombre de personnel engagé désagrégé par fonction	13

Les valeurs de référence pour cette section ont été établies en se basant sur les rapports de l'UA-BIRA

Conclusions and Recommendations

1. Le secteur de l'élevage continue à décliner et à croître à un taux inférieur au taux de croissance global du secteur agricole. Par conséquent, les interventions qui peuvent stimuler le taux de croissance du secteur agricole pour inverser la tendance devraient être prioritaires.
2. Les données sur les investissements peuvent exister dans les pays mais ne sont pas désagrégées au niveau du sous-secteur de l'élevage. Il est donc recommandé les efforts de l'UA-BIRA, en collaboration avec d'autres partenaires, pour assurer l'inclusion de données désagrégées de l'élevage dans la revue biennale du CAADP, soient étendus pour inclure les statistiques sur le commerce et l'investissement au niveau national.
3. La valeur de l'investissement dans les chaînes de valeurs régionales de l'élevage n'a pas pu être établie par cette étude, il est donc recommandé d'essayer d'estimer les valeurs d'investissement dans les chaînes de valeurs régionales prioritaires de l'élevage par le biais d'études détaillées d'analyse de la chaîne de valeurs de l'élevage qui sont prévues pour chaque chaîne de valeurs régionale prioritaire de l'élevage identifiée. L'UA-BIRA devrait également poursuivre les efforts qu'elle a entamés en 2016 pour soutenir les pays avec des outils pour faciliter l'obtention de statistiques désagrégées sur l'élevage.
4. Le développement et l'adoption des technologies ont été jugés fondamentaux dans environ 80 % des États Membres Africains. Cela nécessite une tentative délibérée de mettre en œuvre des interventions visant à promouvoir le développement, l'adoption et l'utilisation des technologies.



Union Africaine – Bureau Interafricain des Ressources Animales
(UA-BIRA)

Kenindia Business Park
Museum Hill, Westlands Road
P.O. Box 30786
00100, Nairobi
KENYA

Telephone : +254 (20) 3674 000

Fax : +254 (20) 3674 341 / 3674 342

Email : ibar.office@au-ibar.org

Site internet : www.au-ibar.org